

Rôle de la séance publique du 20/09/2024 à 09h00

Président : Monsieur le Président QUILLÉVÉRÉ
Assesseurs : Monsieur GEFFRAY et Monsieur PENHOAT
Greffière : Madame MARCHAIS

RAPPORTEUR PUBLIC : M. BRASNU**01) N° 2302352 RAPPORTEUR : M. GEFFRAY**

Demandeur	LE DONEGAL	SELARL ALINEA CONSEILS
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE	

Requête de l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) Le Donegal contre le jugement n° 2000620 du 9 juin 2023 du tribunal administratif de Nantes en tant qu'il a rejeté sa demande de décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur les sociétés auxquelles elle a été assujettie au titre des exercices clos en 2013, 2014, et 2015 et des rappels de taxe sur la valeur ajoutée au titre de la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015, ainsi que des pénalités correspondantes.

02) N° 2302353 RAPPORTEUR : M. GEFFRAY

Demandeur	M. M Hubert	SELARL ALINEA CONSEILS
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE	

Requête de M. Hubert M contre le jugement n° 2000622 du 9 juin 2023 du tribunal administratif de Nantes en tant qu'il a rejeté sa demande de décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux auxquelles il a été assujetti au titre des années 2013, 2014 et 2015.

03) N° 2302360 RAPPORTEUR : M. GEFFRAY

Demandeur	2CED	Me TAILFER
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE	

Requête de la société par actions simplifiée (SAS) 2CED contre le jugement n° 2000969 du 9 juin 2023 du tribunal administratif de Nantes en tant qu'il a rejeté sa de demande de restitution au titre deu crédit d'impôt innovation à raison des dépenses engagées en 2016, 2017 et 2018.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. BRASNU

04) N° 2401210 **RAPPORTEUR : M. GEFFRAY**

Demandeur M. C Fode Karim Me LACHAUX
Défendeur PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
 ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

M. Fode Karim C demande à la cour d'annuler le jugement n° 2312004 du 15 mars 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 21 juin 2023 du préfet de la Loire-Atlantique portant refus de titre de séjour, avec obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours en fixant le pays de renvoi.

05) N° 2401425 **RAPPORTEUR : M. GEFFRAY**

Demandeur Mme O Elina Me RODRIGUES DEVESAS
Défendeur PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
 ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Mme Elina O demande à la cour d'annuler le jugement n° 2005836 du 11 janvier 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 15 mai 2020 du préfet de la Loire-Atlantique portant refus de titre de séjour.

06) N° 2401426 **RAPPORTEUR : M. GEFFRAY**

Demandeur M. A Riadh Me PRELAUD
Défendeur PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
 ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

M. Riadh A demande à la cour d'annuler le jugement n° 2214318 du 29 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 29 septembre 2022 du préfet de la Loire-Atlantique portant refus de titre de séjour, avec obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours en fixant le pays de renvoi.

07) N° 2401919 **RAPPORTEUR : M. GEFFRAY**

Demandeur M. T Nough Junior YARROUDH-FEURION
Défendeur PREFECTURE DE LA VENDEE

M. Nough Junior T demande à la cour d'annuler le jugement n° 2406013 et 2407801 du 5 juin 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 9 avril 2024 et du 7 mai 2024 du préfet de la Vendée portant refus de titre de séjour, avec obligation de quitter le territoire français sans délai en fixant le pays de renvoi, lui interdisant le retour sur le territoire français pendant une durée d'un an, l'informant de son signalement aux fins de non-admission dans le système d'information Schengen pendant la durée de son interdiction et l'assignant à résidence.

08) N° 2402522

RAPPORTEUR : M. GEFFRAY

Demandeur M. T Nouh Junior

YARROUDH-FEURION

Défendeur PREFECTURE DE LA VENDEE

M. Nouh Junior T demande à la cour de sursoir à l'exécution du jugement n° 2406013 et 2407801 du 5 juin 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 9 avril 2024 et du 7 mai 2024 du préfet de la Vendée portant refus de titre de séjour, avec obligation de quitter le territoire français sans délai en fixant le pays de renvoi et l'assignant à résidence.

Rôle de la séance publique du 20/09/2024 à 10h00

Président : Monsieur le Président QUILLÉVÉRÉ
Assesseurs : Monsieur GEFFRAY et Monsieur PENHOAT
Greffière : Madame MARCHAIS

RAPPORTEUR PUBLIC : M. BRASNU

01) N° 2202624 RAPPORTEUR : M. PENHOAT

Demandeur M. J Benoît SELARL BARBIER
Défendeur MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET DE
LA COHESION DES TERRITOIRES

Requête de M. Benoit J contre le jugement n° 1910177 du 12 juillet 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la l'arrêté du 18 avril 2019 du préfet de la Mayenne portant prescriptions complémentaires relatives à la sécurité du barrage de l'étang de la Chaîne situé sur les communes de Bourgneuf-la-Forêt et Saint-Ouën-des-Toits en tant qu'il le désigne comme copropriétaire du barrage et la décision du 31 juillet 2019 par laquelle il a rejeté son recours gracieux à l'encontre de cet arrêté.

02) N° 2302025 RAPPORTEUR : M. PENHOAT

Demandeur M. R Gwenaël Me VERDIER
M. R Jean-Marc Me VERDIER
Défendeur UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE CABINET COUDRAY
CONSEIL & CONTENTIEUX

Requête de Messieurs Gwenaël et Jean-Marc R contre l'ordonnance du 2 mai 2023 du tribunal administratif de Rennes en tant qu'il a rejeté leur demande d'annulation de la décision du 3 septembre 2021 de l'IUT de Brest-Morlaix refusant la modification de la décision du jury pour l'année scolaire 2020/2021 et refusant le fixer une note neutre de 10/20 pour deux épreuves et d'en tirer les conséquences en déclarant M. Gwenaël R reçu la licence professionnelle "Gestion technique du patrimoine immobilier".

RAPPORTEUR PUBLIC : M. BRASNU

03) N° 2302542 RAPPORTEUR : M. PENHOAT

Demandeur	Mme M Armelle	SCP FABIANI LUC-THALER PINATEL
Défendeur	UNIVERSITE DE BRETAGNE SUD	SELARL VALADOU JOSSELIN & ASSOCIES

Mme M demande à la cour d'annuler le jugement n° 2005875 du 22 juin 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 21 octobre 2020 par lequel le doyen de la faculté de lettres, langues, sciences humaines et sociale de l'université Bretagne sud a fixé la constitution du jury du master mention Intervention et développement social, parcours administration des interventions sociales et de santé, pour l'année universitaire 2020-2021.

04) N° 2400877 RAPPORTEUR : M. PENHOAT

Demandeur	M. C Adrien	Me LE COUPANEC
Défendeur	ECOLE CENTRALE DE NANTES	Me CHEVALIER
Autres parties	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	

M. Adrien C demande à la cour d'annuler le jugement n° 2305170 du 22 février 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à annuler la décision du 16 février 2023 par laquelle la commission de discipline compétente à l'égard des usagers de l'Ecole Centrale de Nantes a prononcé à son encontre une sanction d'exclusion définitive de l'établissement.

05) N° 2400143 RAPPORTEUR : M. PENHOAT

Demandeur	Mme A Leïla	CABINET LAPLANE
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

Mme Leïla A née L demande à la cour d'annuler le jugement n° 2205412 du 7 juin 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation des décisions du 24 novembre 2021 du préfet de la Loire-Atlantique portant refus de titre de séjour, avec obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours en fixant le pays de renvoi, avec interdiction de retour sur le territoire français d'une année.

06) N° 2400322 RAPPORTEUR : M. PENHOAT

Demandeur	Mme L Rovena	SELARL DESMARS BELONCLE BARZ CABIOCH
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

Mme Rovena L demande à la cour d'annuler le jugement n° 2206475 du 6 juillet 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 4 mars 2022 du préfet de la Loire-Atlantique portant refus de titre de séjour, avec obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours et fixant le pays de renvoi.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. BRASNU

07) N° 2400706

RAPPORTEUR : M. PENHOAT

Demandeur Mme G Evgeniia

SELARL BOEZEC CARON
BOUCHE AVOCATS

Défendeur PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Mme Evgeniia G demande à la cour d'annuler le jugement n° 2313280 du 30 janvier 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 10 mars 2023 du préfet de la Loire-Atlantique portant refus de titre de séjour, avec obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours en fixant le pays de renvoi.

Rôle de la séance publique du 20/09/2024 à 11h00

Président : Monsieur le Président QUILLÉVÉRÉ
Assesseurs : Monsieur GEFFRAY et Monsieur VIEVILLE
Greffière : Madame MARCHAIS

RAPPORTEUR PUBLIC : M. BRASNU

01) N° 2301337 **RAPPORTEUR : M. VIEVILLE**

Demandeur	Mme J Jacqueline	Me LE BORGNE
Défendeur	COMMUNE DE BENOUVILLE	LABRUSSE
	Mme M Marie-Christine	SELARL JURIADIS
	M. V Gérard	SELARL JURIADIS
	MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET DE LA COHESION DES TERRITOIRES PREFECTURE DU CALVADOS	

Requête de Mme Jacqueline J contre le jugement n° 2001924 du 28 février 2023 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté sa demande tendant à l'annulation du récépissé de déclaration du 19 mai 2020 valant décision de non-opposition pour la régularisation d'un plan d'eau délivré à Mme M et M. V et tendant à enjoindre l'administration de dresser un procès-verbal pour le détournement du lit d'un cours d'eau, pour la création, sans autorisation, d'un plan d'eau ert pour des remblais de zones inondables avec des déchets polluants et inertes.

02) N° 2303788 **RAPPORTEUR : M. VIEVILLE**

Demandeur	M. T Stéphane	SOCIETE D'AVOCATS OLYMPE
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE	

M. Stéphane T demande à la cour d'annuler le jugement n° 2101335 du 18 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté sa demande tendant à la décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur le revenu, de contribution sur les hauts revenus et de contributions sociales auxquelles il a été assujetti à hauteur de 219 930 euros au titre de l'année 2015 ainsi que les pénalités correspondantes.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. BRASNU

03) N° 2400030 RAPPORTEUR : M. VIEVILLE

Demandeur	M. et Mme B Steven	SELARL BRETLIM FORTUNY
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE	

Requête de M. et Mme Steven B contre le jugement n° 2101105 du 8 novembre 2023 du tribunal administratif de Rennes en tant qu'il a rejeté sa demande de décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur le revenu mises à leur charge au titre des années 2015 et 2016.

04) N° 2400034 RAPPORTEUR : M. VIEVILLE

Demandeur	EIFFAGE GENIE CIVIL	SELAS ATELEIA
Défendeur	DIRECTION DE CONTROLE FISCAL ILE-DE-FRANCE	

Requête de la SAS EIFFAGE GÉNIE CIVIL contre le jugement n° 2103923 du 8 novembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté sa demande de décharge des droits de cotisation foncière des entreprises auxquels la SEP Viaduc de Rennes a été assujettie au titre des années 2017 et 2018 pour le chantier du viaduc de Rennes.

05) N° 2400689 RAPPORTEUR : M. VIEVILLE

Demandeur	M. T Giorgi	Me PHILIPPON
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

M. Giorgi T demande à la cour d'annuler le jugement n° 2309355 et 2309359 du 21 février 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 8 juin 2023 du préfet de la Loire-Atlantique portant obligation de quitter le territoire français dans un délai de 45 jours en fixant le pays de renvoi.

06) N° 2401592 RAPPORTEUR : M. VIEVILLE

Demandeur	Mme T Tamar	Me PHILIPPON
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

Mme Tamar T née T demande à la cour d'annuler le jugement n° 2309355 et 2309359 du 21 février 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 8 juin 2023 du préfet de la Loire-Atlantique portant obligation de quitter le territoire français dans un délai de 45 jours en fixant le pays de renvoi.

07) N° 2400692 RAPPORTEUR : M. VIEVILLE

Demandeur	M. K Antonio Miguel	Me BOURGEOIS
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

M. Antonio Miguel K demande à la cour d'annuler le jugement n° 2209037 du 11 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 10 juin 2022 du préfet de la Loire-Atlantique portant refus de titre de séjour, avec obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours en fixant le pays de renvoi.